

# PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

## Un discours historique

Le grand changement  
- Eric Bertinat  
**PAGE 1**

## Fonction publique

L'État, ses fonctionnaires, l'absentéisme  
- Mirco Canoci  
**PAGE 2**

## Politique

L'incompétence géopolitique des Européens est sidérante  
- Guy Mettan  
**PAGES 3**

## En Vrac

**PAGE 4**

## Réseaux sociaux

Ukraine: Macron et les sept nains  
- Yvan Perrin  
**PAGE 5**

Suisse-UE : L'art du sophisme géopolitique  
- François Schaller  
**PAGE 5**

# Le grand changement

**Éric Bertinat** - Alors que la querelle dans nos pays occidentaux inféodés au socialisme se bornait à choisir le vocabulaire adéquat pour parler de l'immigration, du *grand remplacement* de Renaud Camus au *sentiment de submersion* migratoire récemment utilisé par François Bayrou, l'élection de Donald Trump atomise tout ce microcosme politique, son horizon égalitaire, ses minorités sexuelles, ses engagements moraux, son utilisation somptuaire des finances publiques et son ostracisme épidermique pour ce qui relève de la loi naturelle, des dix commandements et finalement du simple bon sens.

## Et la liberté d'expression ?

Il est vrai que les lignes de front bougent depuis quelques années. La droite conservatrice donne de la voix, se décomplexifie et ses rangs s'étoffent. Une droite au sens *thatchérien*, c'est-à-dire celle qui reconnaît que la vie d'un individu lui appartient et que la responsabilité de la vivre ne peut être endossée par un autre, encore moins par l'État. Dit autrement, la société est composée de personnes qui s'associent librement et forment des communautés d'intérêts que les socialistes n'ont ni le droit de contrôler ni d'interdire. Après les années 1968, la chute du mur de Berlin mal digérée, l'immigration sans contrôle ni obligation et le triomphe du mondialisme, ses *Young Global Leaders* sélectionnés à Genève et son contrôle totalitaire de l'épidémie du covid, voici l'arrivée de ce qui ressemble presque à une contre-révolution, le retour brutal à la vraie liberté, dire tout haut ce qui est pensé tout bas depuis cinquante ans.

C'est dans cette actualité bouillonnante - et intercontinentale - que James David Vance, lors de la Conférence de la sécurité tenue à Munich, a livré un plaidoyer pour «la liberté d'expression» et mis en garde : *Parmi tous les défis urgents auxquels les nations ici représentées font face, je ne crois pas qu'il y en ait de plus pressant que les migrations de masse.* Un discours brillant, dur à entendre pour nos classes politiques ramollies par des décennies de libéralisme sous perfusion socialiste. Dur à entendre, voire impossible à comprendre.

## Que Dieu vous bénisse !

Le vice-président des USA a abordé de front la question de l'avortement pour aborder celle de la liberté d'expression : *comment allez-vous pouvoir réfléchir à ces questions budgétaires [les moyens nécessaires pour assurer notre défense] si nous ne savons même pas ce que nous défendons en premier lieu?* Et de conclure: *Nous ne devrions pas craindre notre peuple, même quand il exprime des opinions différentes de celles de ses dirigeants. Merci à tous.*

*Bonne chance à vous tous. Que Dieu vous bénisse.*

Nos responsables politiques, stupéfaits, n'ont pas trouvé le courage de répondre à ce discours. Ils se sont contentés d'attiser les tensions. Au moment où l'on parle de paix, ces gouvernements massivement rejetés par leur population, lourdement endettés et qui n'ont pas anticipé l'alliance Trump-Poutine (on ne peut que saluer leur clairvoyance!) sont donc prêts à en découdre comme le furent en 1939, la France, malgré sa ligne Maginot qui s'est avérée inefficace face à la Blitzkrieg allemande, le Royaume-Uni ou la Belgique et les Pays-Bas.

JD Vance s'est converti au catholicisme en se frottant à saint Augustin. Sans doute a-t-il aussi lu Charles Péguy qui écrivait : *Celui qui ne gueule pas la vérité lorsqu'il la connaît se fait complice des menteurs et des faussaires !* —



## Si l'Europe a un problème...

Le deuxième mandat de Donald Trump bouleverse la classe politique européenne, son entrisme, son antiracisme et son idéologie woke, comme une boule renversant les quilles. Voilà ce que le président américain déclare sur CNN le 18 février 2025 :

*- Il n'y aura que moi et Poutine, nous n'inviterons pas de représentants de l'Europe. Il n'y aura pas de guerre pour moi, et si l'Europe a un problème avec cela, alors laissons la Russie la vaincre toute seule sans participation américaine. Pourquoi je ne veux pas que l'UE soit présente ? Parce que ses représentants ont besoin de faire la guerre, ils ont besoin d'un conflit à long terme pour couvrir leur incompétence, leurs lobbies et leur argent volé. Je classe l'UE comme un pays du tiers-monde, mais elle est un peu mieux lotie, personne ne lui dicte quoi que ce soit.*

*- Je ne négocierai pas avec ceux qui veulent prolonger le conflit, je ne négocierai pas avec ceux qui enverront plus d'armes, je ne négocierai pas avec ceux qui essaieront d'obtenir plus d'initiatives en matière de munitions, je ne négocierai pas avec ceux qui essaieront de prolonger le conflit.*

*- Je négocierai la paix, qui est évidemment un mot très censuré dans l'UE.*



# L'État, ses fonctionnaires, *l'absentéisme*

**Mirco Canoci** - Le jeudi 30 janvier 2025, le *GHI* titrait en une : «Absentéisme, épidémie à l'État». Cet article abordait le fort taux d'absentéisme des collaborateurs de l'État de Genève. On y apprenait que le Département de l'économie et de l'emploi enregistrait un taux d'absence de 7,4 % pour cause de maladie, auquel s'ajoutaient 0,8 % pour des accidents, portant le total à 8,2 %. Ces chiffres sont considérablement plus élevés que ceux d'autres cantons suisses et bien supérieurs à ceux du secteur privé, où le taux d'absentéisme varie entre 2,6 % et 5,1 %.

## **Pourquoi un taux d'absentéisme aussi élevé ?**

L'article mentionne notamment le statut de fonctionnaire, qui semble favoriser certains abus. L'impossibilité ou la grande difficulté à licencier un employé pousse parfois à des déplacements internes, déplaçant ainsi le problème plutôt que de le régler.

Ayant travaillé au sein de l'État de Genève, de la Ville de Genève, de la commune de Meyrin et de la Ville de Nyon, tout en ayant une expérience significative dans le secteur privé, j'ai pu observer des différences majeures entre ces environnements de travail.

## **Situations vécues**

La principale différence réside dans le laxisme perceptible au sein de l'administration publique, illustré par le slogan tacite : « Ne pas faire de vagues ». L'image publique prévaut, et les dysfonctionnements sont souvent passés sous silence pour éviter toute controverse.

Parmi les problématiques que j'ai observées figurent le copinage, l'engagement massif de frontaliers, la présence de personnes dysfonctionnelles, le harcèlement moral, des commentaires et gestes déplacés, l'emploi de personnes non qualifiées pour des postes

exigeants (parfois grâce à des relations personnelles), ainsi que des vols et un usage abusif des arrêts maladie.

Certaines situations, bien que caricaturales, sont révélatrices de ces dysfonctionnements : un collègue arrivant deux heures en retard et regardant une série sur son ordinateur professionnel en prenant son petit-déjeuner, des responsables quittant leur poste sans raison en plein après-midi, ou encore des pauses prolongées de 45 minutes matin et après-midi. Les services des ressources humaines, injoignables et déconnectés de la réalité du terrain, ne facilitent pas la résolution de ces problèmes.

Un exemple marquant fut celui d'un collègue qui passait ses journées sur YouTube et à suivre des formations en ligne de trading. Lorsque je lui ai fait une remarque sur son comportement, il m'a répondu sans gêne : « De toute façon, je n'en ai rien à f\*\*\*\*\*, je suis fonctionnaire et on ne peut pas me virer. » Ce genre d'attitude illustre le sentiment d'impunité qui peut régner dans certains services.

## **Solutions et réflexion personnelle**

Ces exemples méritent une réflexion approfondie. Outre les absences pour cause de maladie, on observe également des « absences physiques » : des collaborateurs présents mais peu ou pas productifs.

Les arrêts maladies massifs ne sont que la partie émergée de l'iceberg et résultent souvent de problématiques internes profondes. Que faire lorsqu'un collègue ou un responsable nuisible reste en place depuis des années sans qu'aucune mesure ne soit prise ? Que faire lorsque les RH adoptent elles-mêmes une attitude laxiste, voire protègent certains employés ? Pour beaucoup, la seule solution réaliste reste la démission ou un arrêt maladie.

Un effet pervers de cette situation est

la multiplication des contrats à durée déterminée (CDD). Face aux abus constatés et à l'impossibilité actuelle d'abolir le statut de fonctionnaire, un nombre croissant de postes à l'État et à la Ville de Genève sont proposés sous forme de CDD de maximum deux ans, au mieux renouvelables. Cette stratégie vise à éviter la nomination statutaire après deux ans de service et à prévenir certains abus.

Je suis convaincu que sans une réforme en profondeur du statut de fonctionnaire, ces dysfonctionnements continueront à affaiblir l'efficacité de l'administration et à éroder la confiance des citoyens. Les mesures actuelles sont insuffisantes pour régler les causes profondes du problème. Il est essentiel de repenser la gestion des ressources humaines dans le secteur public afin d'empêcher qu'une minorité d'employés profite du système au détriment du service rendu à la population. —

Exposition et Vénération des reliques de  
**Sainte-Thérèse de Lisieux**  
et de ses parents  
**Saints Louis et Zélie Martin**  
du 16 au 23 Février 2025



Peinture de Belita William

Paroisse Sainte Joséphine Bakhita de Ferney  
<https://ste-bakhita-ferney.fr/>

---

## « *L'incompétence géopolitique des Européens est sidérante* »

**Guy Mettan** - Si l'on veut comprendre ce qui se passe dans le monde, rien ne sert d'écouter les experts de plateau qui se bousculent sur nos chaînes radio et TV. Ils vivent dans un monde parallèle qui n'a plus rien à voir avec les réalités internationales du moment. Même les commentateurs américains sont parfois dépassés. Mieux vaut, de temps en temps, suivre quelques-uns des plus fins analystes d'Asie, comme Shashi Taroor et M. K. Bhadrakumar en Inde, Zhang Weiwei en Chine ou Kishore Mabubhani à Singapour. Dans un récent podcast, ce dernier avoue ainsi sa sidération devant « l'incompétence géopolitique des leaders européens ». Il n'est pas plus tendre avec l'arrogance aveugle des élites intellectuelles américaines.

L'offensive diplomatique menée depuis le début de la semaine par l'Administration Trump pour mettre fin à la guerre en Ukraine lui donne entièrement raison. Les Européens et les Britanniques, obnubilés par le bellicisme du quintette von der Leyen-Baerbock-Kallas-Rutte-Starmer et envoûtés par les complaints du comédien-charmeur de Kiev, n'ont rien vu venir. Ils n'ont pas anticipé Trump, ils n'ont pas anticipé les tornades qu'il allait déchaîner avec ses menaces de conquêtes et ses guerres tarifaires. Ils n'ont pas non plus anticipé la paix, ou du moins le silence des armes, qu'il souhaitait apporter en Palestine et en Ukraine.

### **Et pourtant, tout cela était annoncé depuis des mois.**

Résultat : l'entretien d'une heure et demie qui a eu lieu mercredi entre Trump et Poutine les a sonnés. Ils en sont restés comme deux ronds de flanc, eux qui avaient tout misé sur « l'isolement diplomatique » et « l'effondrement économique » de la Russie. Même les médias en sont restés muets, eux qui, le lendemain, mentionnaient à peine ou ignoraient carrément l'événement.

Et pourtant, il s'agit là d'un tournant majeur après trois ans de guerre. Pas moins de quatre des plus hauts cadres de l'Administration Trump après le président lui-même, le vice-président J.D. Vance, le chef du Pentagone Peter Hegseth, le secrétaire d'Etat Marco Rubio, et l'émissaire Steven Witkoff ont été dépêchés en Europe pour faire passer le message que les Etats-Unis ne voulaient plus de cette guerre et qu'ils allaient entamer des négociations directes avec Moscou sans demander leur avis aux Européens. On devine qu'à la Conférence sur la sécurité qui doit se tenir à Munich ce week-end, les anges vont voler bas et en escadrilles.

L'ironie de la chose est que dans cette affaire Trump se révèle être le meilleur défenseur des intérêts européens à long terme. Non seulement il est prêt à renoncer aux avantages économiques que la guerre en Ukraine procurait aux Etats-Unis, mais il aide les économies flageolantes de l'Europe à se refaire une santé après qu'elle eut coupé tous les ponts énergétiques et commerciaux avec son proche voisin russe, il investit 500 milliards dans la reconstruction de l'Ukraine (en échange des terres rares) et il oblige les Européens à prendre en charge leur propre défense et à réassumer leur rôle géo-

politique. A terme, c'est toute l'Europe, Ukraine incluse, qui devra lui en être reconnaissante.

L'ancien conseiller de Zelenski, Oleksyi Arestovitch, ne s'y est pas trompé lui qui vient d'avouer sur son blog que l'Ukraine avait fait tout faux en s'embarquant depuis 1991 dans un délire nationaliste russophobe et un conflit perdu d'avance avec la Russie à partir de 2014.

Pour les Asiatiques, qui regardent l'Europe de loin et suivent les Etats-Unis de près, cette attitude incohérente, cette ignorance crasse des élites européennes à l'égard des réalités physiques, économiques, géographiques, politiques de leur propre continent est proprement stupéfiante.

Pourquoi les Européens ignorent-ils qu'ils sont condamnés à vivre aux côtés de leur grand voisin russe pour les siècles des siècles, et qu'une coopération intelligente avec lui est préférable à la guerre ? Pourquoi, après des siècles de voisinage commun, ignorent-ils que la Russie, constamment envahie par eux depuis mille ans, est avant tout préoccupée par sa sécurité et qu'elle met cette préoccupation au-dessus de toutes les autres ? Pourquoi ignorent-ils les effets des insultes dont ils ne cessent de couvrir le chef d'Etat russe, accusé de tous les torts et de toutes les ignominies ? Pourquoi ne veulent-ils pas voir que les Etats-Unis, angoissés par leur déclin relatif, cherchent aujourd'hui à se reconcentrer sur eux-mêmes dans l'espoir de reconquérir la place qu'ils ont occupé ces dernières décennies ? Pourquoi les Européens, qui vivent sur un continent aussi divers, multiple, compliqué et parfois antagoniste que l'Asie du Sud-Est ne pratiquent-ils pas ce principe de sagesse extrême-orientale qui consiste à parler à ses ennemis et à ses rivaux quoiqu'il arrive et quelle que soit sa détestation à son égard, sachant qu'on devra de toute façon vivre avec lui ?

Voilà le genre de questions que nos amis asiatiques posent à l'Europe. Elles ne sont pas dénuées de bon sens... —



# En VRAC

## • Le peuple et le document fou présenté à des élèves fribourgeois.

Le mariage ? Possible même avant la majorité sexuelle. Le sexe ? Une pure construction sociale. La répartition hommes-femmes ? Une injustice flagrante. À Romont, un cours d'éthique a entraîné une « investigation » du canton. « Même si tu as moins de 16 ans, cela signifie que tu as le droit de te marier ou non. » Dès la page deux, le ton est donné : le document récemment transmis à des élèves de 11H (14-15 ans) à Romont pousse loin le militantisme. En vingt pages, ce support d'un cours d'Éthique et cultures religieuses (!) accumule les doctrines les plus avancées du progressisme en matière de genre, quitte à lâcher quelques contre-vérités en route. <https://lepeuple.ch/le-document-fou-presente-a-des-eleves-fribourgeois/>

• **Le dernier numéro du Sel de la Terre** (N°130, décembre 2024) nous offre, entre autres textes, une étude intéressante : «Que penser de l'orthodoxie de



Newmann». Les dominicains d'Avrillé relève que «l'engouement dans l'Église actuelle pour la personne et l'œuvre du cardinal Newman (1801-1890) n'est pas pour nous rassurer. (...) Il est regrettable que trop souvent les jugements que l'on peut lire sur Newman, dans un sens comme dans l'autre soient marqués d'un parti pris qui ne fait qu'ajouter à l'obscurcissement de la vérité». Et d'aller chercher réponse auprès des personnes les plus autorisées, soit saint Pie X et quelques autres jusqu'à Pie XII qui aurait prédit que Newman serait un jour docteur de l'Église. De quoi nous rassurer, tant nous apprécions l'œuvre de cet ancien anglican et vous recommander l'ouvrage «Être chrétien» qui réuni ses plus beaux sermons (Cerf).

## • Pétition « La Suisse doit se retirer de l'OMS » !

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait l'objet de critiques depuis un certain temps. Et ce, à juste titre ! Il s'agit de moins en moins de la santé des personnes, mais de plus en plus de pouvoir et de contrôle pour un petit groupe de fonctionnaires qui ne sont élus par personne. La coopération internationale sur les questions de santé est juste et importante. Mais pour cela, nous n'avons pas besoin d'une OMS envahissante qui s'empare de plus en plus de pouvoir, qui met les États sous tutelle et qui veut intervenir dans tous les domaines de la vie des personnes !

Avec un pacte mondial contre les pandémies, elle aspire à un pouvoir global ! Avec les «modifications du Règlement Sanitaire International (RSI)» décidées en 2024, l'OMS veut atteindre ses objectifs. Si la Suisse ne s'oppose pas aux modifications du RSI d'ici le 19 juillet 2025 au plus tard, nous risquons de subir davantage de surveillance et de numérisation, de «contrôle de l'information» (censure), de déclaration unilatérale de Lockdown (confinement) par le directeur général de l'OMS, de certificat de test et de certificat de vaccination, de vaccination obligatoire, de quarantaine et d'isolement, de contact tracing et autres. Pour en savoir plus : [www.opting-out-igv.ch](http://www.opting-out-igv.ch)

L'UDF lance une pétition. Notre but est d'atteindre au moins 20'000 signatures d'ici le 3 mars 2025 et de proposer une intervention parlementaire pour une sortie de la Suisse de l'OMS le plus rapidement possible lors de la session de printemps 2025 ! Plus nous obtenons de signatures, plus nous aurons de chances d'obtenir l'approbation du Parlement !

**Signez et faites signer la pétition ICI !**

## Centre européen pour le DROIT et la JUSTICE

**La dernière décision de la Cour européenne des droits de l'homme** qui condamne la France a fait grand bruit: **le «devoir conjugal» est contraire à la liberté sexuelle et au droit de disposer de son corps.**

Pour cette raison, la Cour a condamné la France qui prononce encore le divorce pour faute à l'encontre de l'époux qui refuserait de manière générale et prolongée d'avoir des relations intimes avec son conjoint.

Cette décision a évidemment été saluée par l'intelligentsia avide «d'autonomisation» et de «liberté sexuelle». Elle acte en réalité la déconstruction presque complète du mariage civil qui n'a aujourd'hui plus aucune finalité claire, n'offre plus aucune garantie de durée, ni de protection...

C'est au nom de cette même liberté sexuelle que d'importantes fondations privées font la promotion de la libéralisation de la prostitution.

## «La pornographie est de la prostitution filmée»

Fin janvier, l'ECLJ a eu le plaisir d'accueillir la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la violence contre les femmes et les filles, à Strasbourg, lors de la session parlementaire de l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

Cette Rapporteuse spéciale a récemment publié [un rapport courageux](#) sur la prostitution pour appeler à l'abolition de cette pratique. Elle bat en brèche l'idée que ce serait un travail libre, normal et honorable qui devrait être libéralisé pour que «les travailleuses du sexe» puissent l'exercer en toute quiétude.

La promotion et la banalisation de la prostitution et de la pornographie sont un enjeu de société extrêmement grave car elles participent, elles-aussi, à la déstructuration des couples et des familles. Comme le dit la Rapporteuse, qui nous a accordé [un entretien](#), «la pornographie est de la prostitution filmée», car ce sont des personnes qui ont un rapport sexuel en échange d'une rémunération. Vous pouvez également retrouver cet entretien complet [sur notre site](#) (en anglais uniquement). —

## Suisse-UE : L'art du sophisme géopolitique

**Analyse d'Aargauer Zeitung, 12 février 2015.** En substance : si les Suisses ne veulent plus que l'UE se comporte avec eux comme les Etats-Unis de Trump avec le Canada, le Mexique ou le Danemark, mieux vaut qu'ils signent tout de suite le traité de subordination du droit suisse au droit européen.

En d'autres termes : l'ère du multilatéralisme et de l'égalité juridique des Etats est terminée. Même ceux qui ont défendu cela pendant des décennies sont déjà passés à autre chose. Les grandes puissances se partagent le monde. Ne pas être leur ami, c'est être leur ennemi. Rien ne sert de résister. Leur déléguer notre législation est le meilleur moyen d'augmenter notre souveraineté.

« Ce qui a été négocié ici (entre l'UE et la Suisse) est une forme de résolution des conflits agréable, décente et civilisée, basée sur l'équilibre et le respect. Il s'agit d'une protection juridique contre l'arbitraire et la politique de puissance, dont le petit bénéficie plus que le grand. La souveraineté de la Suisse augmente par rapport au *statu quo*. La politique de coups bas que l'UE a parfois pratiquée à l'égard de la Suisse dans le passé sera abolie. »

**Quelle candeur.** Lorsque les dispositions institutionnelles européennes seront ratifiées par la Suisse, l'UE voudra évidemment davantage encore d'intégration.

La subordination du droit dont il est question aujourd'hui ne porterait que sur le marché du travail et sept autres accords sectoriels. Est-ce assez pour faire disparaître ce que Bruxelles considère comme une concurrence déloyale des entreprises suisses dans le monde (qui n'ont pas à souffrir des directives et règlements européens plombant les entreprises européennes)? Il n'y a aucune raison de le penser tant que Bruxelles ne l'aura pas déclaré et mis par écrit.

**En d'autres termes :** l'UE crée des conflits, menace et exerce des sanctions. Elle propose ensuite une voie irréversible pour la résolution de ces conflits, avec intervention de sa propre cour de justice. Quelle chance. On est prié de trouver cela « équilibré et respectueux ».

**X, 14 février 2025**

François  
**SCHALLER**

## Ukraine : Macron et les sept nains

C'est une réunion de chapons humiliés qui se tient aujourd'hui à l'Elysée (17 février). Le président Macron réunit une kyrielle de mêmes impuissants pour tenter de peser sur le conflit en Ukraine. Les invités ont mal vécu le fait d'être ramenés à leur juste dimension politique par le vice-président américain. Les Européens ne seront pas assis à la table des négociations. Les choses sérieuses se règlent entre gens qui ont les moyens de leurs ambitions.

La chose passe mal pour ces états qui se pensaient puissants, brutalement ramenés à la réalité. L'Europe doit maintenant assurer sa défense seule. Les Etats-Unis ont mieux à faire de leurs deniers que de casquer pour une Allemagne qui n'a jamais consenti les budgets nécessaires à une défense crédible. L'Amérique payera se disait-on dans les chancelleries. Et voici que précisément, l'Amérique ne paie plus.

L'Union européenne parle depuis bien longtemps de défense commune. Une vielle chimère jamais concrétisée tant les visions nationales divergent. Il est vrai que créer une armée européenne pour la placer sous commandement français n'est pas très enthousiasmant vu les récentes prouesses militaires africaines de notre voisine. Les grandes déclarations, les annonces fracassantes, les velléités belliqueuses affichées par Macron et ses hôtes ne sont que rodomontades d'eunuques vexés.

Quant à la Suisse, après avoir affiché un soutien sans faille à l'Ukraine, elle tourne casaque, saluant le plan d'action américain. Le président ukrainien doit se souvenir avec amertume des solides poignées de mains de nos conseillers fédéraux Amherd et Cassis. Le baiser de Juda. Non seulement la Suisse n'est plus neutre mais elle n'est plus fiable, revenant sur sa parole aux premières bourrasques. Il nous sera difficile de nous vautrer plus lamentablement même s'il ne faut jamais sous-estimer nos brillants diplomates. —

**FB - 17 février 2025**

Yvan  
**PERRIN**

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1  
Bénéficiaire :  
**Perspective catholique**  
1203 Genève



### Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

*Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)  
D'avance, nous vous remercions*

[www.perspectivecatholique.ch](http://www.perspectivecatholique.ch)